UNE MAJORITE POUR François MITTERRAND



"Il nous reste beaucoup à faire" François MITTERRAND 1988

Electrices,
Electeurs,
Chers Compatriotes,

Alexandre PHAETON est candidat aux élections législatives du **5** et **12 juin 1988.**

Il a été désigné par l'Assemblée générale de la circonscription **l'UNANIMITE** par tous les camarades de la 2è circonscription qui comprend les Communes suivantes : ANSE-BERTRAND DESIRADE - GOSIER - MORNE-A-L'EAU - LE MOULE - PETIT CANAL - PORT LOUIS - SAINT ANNE - SAINT FRANCOIS.

La Convention Fédérale du Parti Socialiste du 19.05.88 a ratifié ce choix à l'unanimité.

C'est dans les mêmes conditions que Julien (Didi) ROTIN a été désigné comme suppléant.

LES DOM-TOM PRIORITE NATIONALE POUR LES SOCIALISTES

Les populations d'outre-mer, au même titre que les citoyens de métropole, ont droit à ce que la France veille à leur assurer la justice, la dignité et la solidarité dans le **respect des différences.**

Toutefois, la nature des problèmes économiques, sociaux et culturels de la Guadeloupe et des DOM en général implique des analyses particulières.
Par leur position géostratégique, les DOM-TOM jouent un rôle capital : la France reste une grande puissance dans le monde notamment grâce à ces points d'appui.
Mais le retard pris rend leur situation plus que jamais préoccupante.
Ainsi le chômage atteint plus de 30 % de la population active, touchant surtout les classes d'âge les plus jeunes et les femmes.
Pour ces raisons, les SOCIALISTES ont choisi de faire de l'outre-mer une priorité nationale.

DECENTRALISATION : POURSUIVRE LA REVOLUTION TRANQUILLE;

Les Socialistes ont voulu que les citoyens des DOM-TOM soient les **ACTEURS** responsables alors qu'ils étaient considérés comme des spectateurs de leur propre destin.

C'est la une révolution tranquille qui marquait le coup d'arrêt de la politique assimilationniste de la droite.

ACTE UNIQUE EUROPEEN : PLUS FORTS EN 1992.

Les Socialistes auront à mettre en place un plan de rattrapage et de consolidation du développement économique de l'outre-mer jusqu'en 1992. Une série de mesures dérogatoires inspirées de celles proposées par la Commission des îles européennes et de la Conférence des Régions périphériques et maritimes tenue à la Réunion, assurera la pérennité de ces efforts à partir de 1992.

Rappelons pour mémoire que le Conseil Régional de la Guadeloupe avec Félix PROTO a pris une part éminente à cette conférence.

ECONOMIE : VIVRE DES RESSSOURCES LOCALES

La consommation et le niveau de vie des habitants sont essentiellement tributaires de l'extérieur.

Les richesses locales méritent d'être plus complètement exploitées afin de tendre vers l'autosuffisance.

Il n'y a pas de fatalité de l'échec en Guadeloupe. Le potentiel humain et la situation géographique permettent d'atteindre un niveau de développement suffisant pour équilibrer la balance commerciale.

Les différents acteurs économiques doivent se sentir concernés et sensibilisés :
- L'Etat, dont la présence se traduira dans les contrats de plan ETA-REGION.
- Les élus locaux qui devront chercher en permanence la concertation pour l'élaboration de projets de développement et de formation.
- Les entrepreneurs et les travailleurs qui devront privilégier des attitudes responsables.
- Les jeunes, en recherchant avec leurs formateurs les orientations porteuses d'emploi.

D'où la nécessité d'une véritable politique contractuelle.

L'AGRICULTURE constitue un lien entre les générations entre la tradition et l'innovation. Son évolution suppose la poursuite de la diversification afin de reduire les risques inhérents aux monocultures traditionnelles, une réforme foncière et agraire, une modernisation des outils de productions et surtout un soutien efficace aux expériences coopératives et sociétés d'économie mixte ainsi que le renforcement des moyens de l'Enseignement et de la Recherche.

La relance de la Canne est assurée grâce au Plan MAUROY, mais il faut que le handicap de la distance soit compensé par des mesures dérogatoires telles que :

- la prise en charge pour l'Europe des frais de transports des produits agricoles pour réduire le déséquilibre par rapport aux pays méditerranéens, aux pays d'Afrique de la Caraïbe et du Pacifique (ACP).
- l'intégration de tous les produits des DOM dans la politique agricole commune.
- l'aide à la diversification et à l'exportation vers les marchés étrangers.

DANS LE SECTEUR DE LA PECHE.

- Promouvoir la recherche
- Renforcer et implanter de nouvelles structures de traitement, transformation et commercialisation des produits de la mer.
- Défendre en toute occasion les droits vitaux de nos pêcheurs sur les zones de pêche autorisées.

L'INDUSTRIE, LE COMMERCE ET L'ARTISANAT sont des exigences et des ambitions. Il faufra tenir compte de la dimension de la Guadeloupe et favoriser la création de PME et de PMI ainsi que de sociétés d'économie mixte qui ont déjà donné de bons résultats.

LE TOURISME ET LA COMMUNICATION : ne plus subir mais choisir et participer. Un tourisme social, notamment doit se développer afin de répondre à l'attente des visiteurs amenés par la baisse des tarifs aériens.

L'EGALITE DANS TOUS LES DOMAINES.

- EGALITE SOCIALE

Actuellement les prestations sociales versées aux ménages dans les DOM équivalent à peine à la moitié de celles versées en métropole. Pourtant le taux des cotisations y est identique et le SMIC inférieur. Il n'est donc pas question d'une adaptation ainsi que l'entend la droite par la notion de partié sociale globale, mais bien d'égalité des droits de justice sociale.

- L'EGALITE DEPUIS L'ECOLE JUSQU'A L'EMPLOI

L'objectif des Socialistes est de prendre en compte dans ce domaine capital pour l'avenir de la Guadeloupe, à la fois la nécessité de corriger le retard accumulé par rapport à la métropole et celle de préparer le défi européen de demain.

Je m'engage à faire en sorte qu'avec le Président de la République **F. MITTERRAND,** la Guadeloupe se développe et progresse dans la paix soeiale, la paix civile en gardant son intégrité et sa spécificité dans la REPUBLIQUE.

VOTEZ ***ET*** ***FAITES VOTER***

A. PHAETON